



GAVROUCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 84 - 14^e année - novembre-décembre 1995

*Il y
a 90 ans...*

**Séparation
de l'Eglise
et de l'Etat**



(Dessin de Léandre)

— ... Et M. Bienvénu-Martin continue toujours avec beaucoup de Briand son opération chirurgical

JEAN RICHPIN POETE DES GUEUX ET... ACADEMICIEN

par Arnaud Ziegelmeyer

p. 1

IL Y A 70 ANS NAISSAIT LA REVOLUTION PROLETARIENNE

par J.L. Panné

p. 7

**PETAÏN OU LE CULTE DE LA PERSONNALITE
A L'USAGE DE LA JEUNESSE**

par Gilles Ragache

p. 11

J'AI ETE TEMON A BARCELONE

par George Orwell

p. 15

LE STRUTHOF

par Jacques Sigot

p. 20

Medias

La rubrique de J.J. Ledos

p. 22

Marcel Sembat

Lu par J.L. Panné

p. 24

Le temps des livres

p. 25

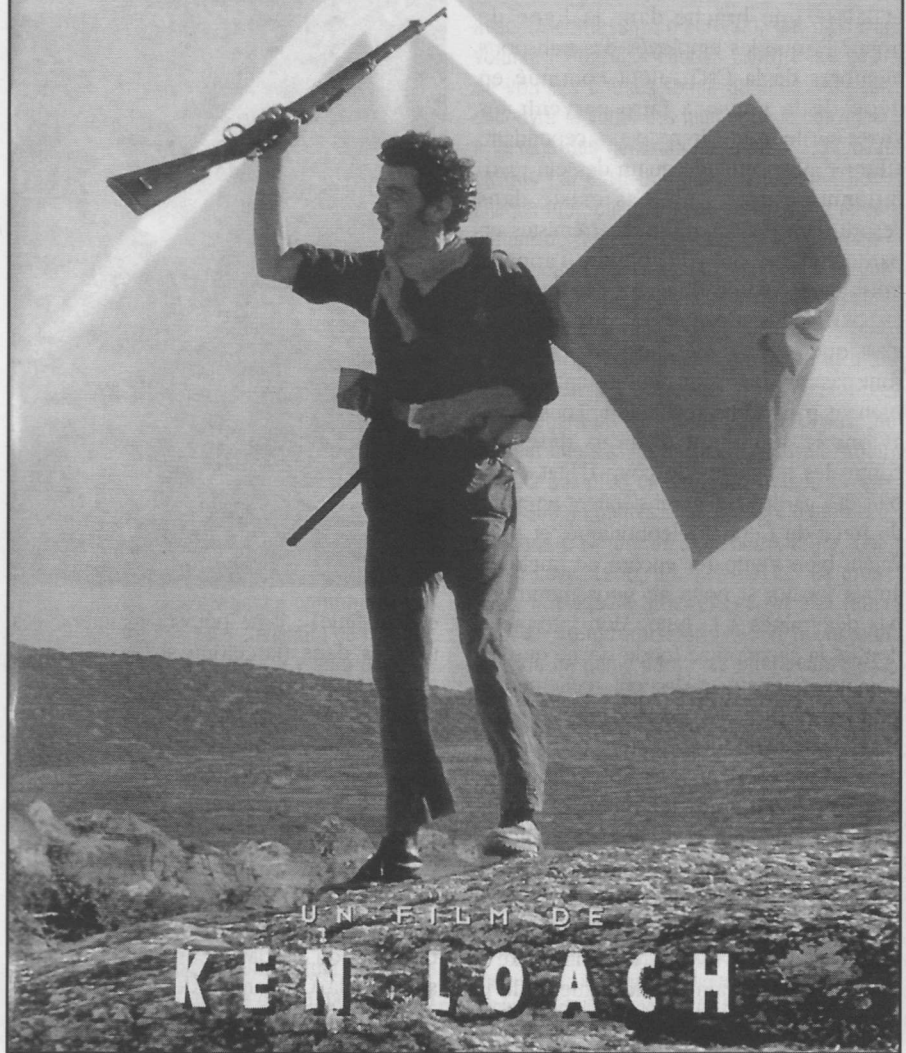
La librairie

p. 31

L'amateur de livres

p. 32

LAND AND FREEDOM



J'ai été témoin à Barcelone

par George Orwell

La Révolution prolétarienne
n°255, 25 septembre 1937

Le film de Ken Loach présenté au festival de Cannes, *Tierra y Libertad* (*Terre et liberté*), retrace les drames de l'Espagne républicaine. Il s'inspire du livre de George Orwell, *Hommage à la Catalogne*.

George Orwell, alors militant de l'Independent Labour Party – Parti des travailleurs indépendants – s'était rendu Espagne en 1936 et combattait dans les milices du Parti ouvrier d'unification marxiste. Avant d'écrire son livre – qui fut édité en Angleterre en 1938 et traduit en France, pour la première fois, en 1951 – il a publié de nombreux articles dans la presse anglaise, ainsi qu'un article dans *la Révolution prolétarienne*.

Ce texte que nous vous présentons, est écrit immédiatement après les événements de mai 1937 à Barcelone, il marque la volonté de faire connaître la tragédie qui venait de s'y dérouler. Son témoignage, de premier ordre, mérite d'être rappelé (1).

Lors de la projection du film, l'ex secrétaire général du Parti communiste espagnol, Santiago Carillo, a protesté contre la sortie de ce film expliquant qu'il ne retraçait pas le combat républicain contre le fascisme (2).

Rappelons, simplement, ce qu'écrivait Victor Serge, lorsqu'il eut connaissance des événements de Barcelone : “La République espagnole est perdue !” Impossible, en effet, de vaincre le fascisme en instituant à l'intérieur un régime de camps de concentration et d'assassinat contre les anti-fascistes les plus énergiques et les plus sûrs ; et en perdant ainsi le prestige moral de la démocratie (3).

Sylvain Boulouque

(1) Sur les journées de Barcelone, cf. notamment, Burnett Bolloten, *La Révolution espagnole. La gauche espagnole et la lutte pour le pouvoir*, ed. Rudo Ibérico, 1977 et Pierre Broué, *Sialine et la Révolution, le cas espagnol*, Fayard, 1993 et bien sur George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, Champ libre/Ivré, 1985, tout particulièrement l'appendice II. Sur George Orwell, cf. Bernard Crick, *George Orwell, une vie*, Balland 1985, Jean Claude Michéa, *Orwell, Anarchiste Tory*, Climat 1985 ainsi que le très beau portrait qu'en fait François Furet dans le *Passé d'une Illusion*, Robert Laffont, pp. 309-310.

(2) Cf. *Libération* du 13 avril 1995, *Ken Loach rouvre la guerre d'Espagne*.

(3) *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Le Seuil, 1951, p. 356.

O n a déjà beaucoup écrit au sujet des troubles de Mai à Barcelone, et un tableau synoptique des principaux événements a été minutieusement dressé par Fenner Brockway dans le pamphlet “La vérité sur les journées de Barcelone” ; tableau qui, autant que j'en puis juger, est absolument exact. Je pense donc que ce que je peux faire de plus utile est d'y ajouter simplement en ma qualité de témoin oculaire, quelques notes marginales concernant plusieurs points particulièrement discutés.

Considérons, avant tout, la question du but poursuivi, à supposer qu'il y en ait eu un, par la prétendue insurrection :

La presse communiste a affirmé que toute l'affaire avait été une tentative soigneusement préparée pour renverser le gouvernement, et même pour remettre la Catalogne aux mains des fascistes, en provoquant l'intervention étrangère à Barcelone. Cette dernière insinuation trop ridicule pour nécessiter une réfutation. S'il est vrai que le POUM et l'aile gauche des anarchistes se fussent faits les alliés des fas-

cistes, comment expliquer que les miliciens en première ligne n'aient pas déserté et laissé une brèche dans la ligne de front ? Et que les employés des transports membres de la CNT, aient continué en dépit de la grève, à faire parvenir les vivres sur le front ? Je ne peux, cependant, affirmer avec certitude qu'un dessein révolutionnaire précis n'a pas existé dans l'esprit d'un petit nombre d'extrémistes en particulier (qu'on a l'habitude d'appeler trotskystes), qui distribuèrent des tracts sur les barricades. Ce que je peux affirmer, c'est que les hommes des barricades ne sont pas considérés un seul instant comme prenant part à une révolution. Tous, nous avions le sentiment de nous défendre contre les tentatives de coup d'Etat de la part des gardes civils qui s'étaient emparés de force du Central téléphonique, et pouvaient bien s'emparer encore de quelques autres locaux si nous ne nous montrions pas déterminés à la lutte. Mon interprétation de la situation se fonde sur ce que les hommes faisaient et disaient réellement à ce moment-là, et elle est la suivante :

Les travailleurs descendirent dans la rue dans un mouvement spontanée de défense et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscient de vouloir : la restitution du Central téléphonique et le désarmement des gardes civils qu'ils haïssaient. Il faut tenir compte aussi du ressentiment causé par la misère grandissante à Barcelone et le train de vie luxueux de la bourgeoisie.

Or, il est probable que la possibilité existait de renverser le gouvernement s'il se fût trouvé un chef pour en tirer parti. Il semble pleinement admis que le troisième jour les ouvriers étaient en mesure de prendre le pouvoir dans la ville ; on ne peut nier que les gardes civils étaient profondément démoralisés et se rendaient en grand nombre. Le gouvernement de Valence, pouvait, certes envoyer des troupes pour écraser les travailleurs (il envoya 6.000 gardes d'assaut alors que la lutte



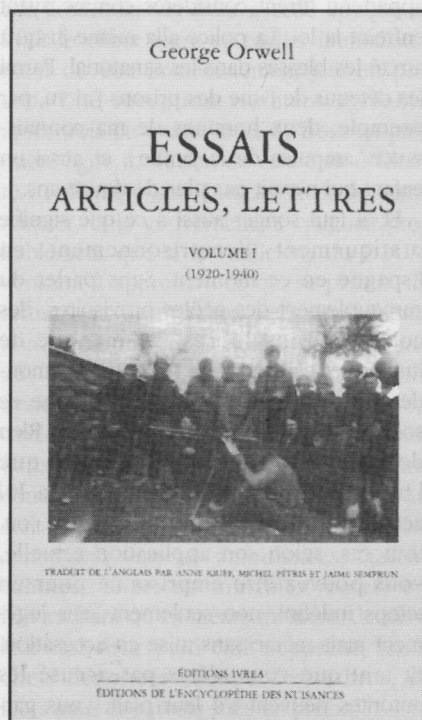
étaient finie) ; il ne pouvait maintenir ces troupes dans Barcelone si les employés des transports décidaient de ne pas les ravitailler. Mais, en fait, il ne se trouva pas de chef révolutionnaire résolu. Les leaders anarchistes désavouèrent toute l'action et dirent : "Retournez au travail". Et les leaders du POUM restèrent incertains. Les ordres que nous reçûmes aux barricades défendues par les hommes du POUM, ordres qui émanaient directement de la direction du POUM, nous enjoignaient de soutenir la CNT, mais de ne pas tirer, à moins qu'on nous tirât sur nous d'abord ou que nos locaux ne fussent attaqués. (Personnellement, j'ai essayé à plusieurs reprises des coups de feu, mais je n'ai pas tiré en retour). Dans la suite, comme les vivres diminuaient, les travailleurs peu à peu, les uns après les autres, retournèrent au travail ; et naturellement une fois qu'on les eût laissés se disperser sans encombre, les représailles commencèrent.

Savoir si on eût dû tirer parti de la situation révolutionnaire est une autre question. N'engageant que mon opinion, je répon-

drais "non". D'abord, on peut douter que les travailleurs eussent pu garder le pouvoir plus de quelques semaines ; et en second lieu, il se peut que cela eût signifié la perte de la guerre contre Franco. D'autre part, l'attitude essentiellement défensive des ouvriers était tout à fait légitime : qu'ils fussent ou non en guerre, ils avaient le droit de défendre ce qu'ils avaient conquis en Juillet 36. Il se peut, cela va sans dire que la Révolution ait été définitivement perdue en ces quelques jours de Mai. Mais, je pense, cependant que c'était un moindre mal, bien qu'à dire vrai, de très peu moindre, de perdre la Révolution que de perdre la guerre.

Le second point discuté concerne les participants. Ce fut la tactique de la presse communiste, presque dès le début, de prétendre que "l'insurrection", étaient uniquement, l'œuvre du POUM (secondé par "quelques apaches irresponsables", si l'on en croit le Daily Worker de New York). Quiconque était à Barcelone à cette époque sait que c'est avancer là une absurdité. L'énorme majorité de ceux qui défendent les barricades appartenaient en général à la CNT. Et c'est là un point d'importance, car ce fut comme un bouc émissaire pour les troubles de Mai que le POUM a été récemment supprimé ; les 400, ou plus, membres du POUM, qui peuplent en ce moment les geôles immondes et infestées de vermine de Barcelone, y sont officiellement, pour leur participation aux émeutes de Mai. Il est donc essentiel de montrer que pour les deux bonnes raisons le POUM n'en a pas été et ne pouvait pas en être le moteur. Première raison : le POUM était un très petit parti. Si l'on range au nombre des membres du parti les miliciens en permission, et les soutiens et sympathisants de toutes sortes, le nombre des membres du POUM dans la rue n'approchait pas, en tout cas, de dix mille (et il n'était probablement pas de cinq mille) ; or le nombre des participants aux troubles se chiffrait par vingtaine de mille. Or, le POUM, en tant que tel, n'avait aucun pouvoir pour déclencher une grève et la grève n'aurait pas pu avoir lieu si les militants de la CNT ne l'avaient pas voulue. Quant à ceux engagés de l'autre côté de la barricade, le Daily Worker de Londres, dans une de ses éditions, a eu l'impudence de prétendre que "l'insurrection" avait été réprimée par l'Armée du Peuple. Chacun savait à Barcelone, et le Daily worker, lui non plus, n'a pu l'ignorer, que l'Armée du Peuple est restée neutre et que ses troupes n'ont pas bougé de leur caserne pendant toute la période des troubles. Quelques soldats, cependant, y prirent part, mais à titre individuel. J'en ai vu deux à l'une des barricades du POUM.



George Orwell, **Essais, Articles et Lettres**, volume I, (1920-1940), 708 p.

Mars 1937, Orwell, au centre de la photo, dans un groupe de combat près de Huesca.

Un des événements majeurs de cette rentrée est la parution du premier volume des *Essais, articles et lettres (1920-1940)* de George Orwell. Cet observateur lucide a consigné tout au long de sa vie des analyses qui permettent une excellente compréhension des événements de son temps, et qui sont encore aujourd'hui d'une brûlante acuité.

George Orwell, de son vrai nom Eric Arthur Blair est né le 25 juin 1903 au Bengale. En 1907, il rentre en Angleterre avec ses parents. Il part, en 1922, pour la Birmanie, où il s'engage dans la police anglaise dont il démis-

sionne en 1928. Après son expérience birmane, Orwell restera sensible à la situation des colonisés comme le montrent les articles qu'il a pu écrire sur la situation au Maroc, lors de son séjour en 1938-39.

La vie de George Orwell est marquée par une attention toute particulière à la situation politique et sociale. Le présent volume en est la preuve. Son refus de la misère, son espoir dans une société plus juste et son refus du fascisme l'amène à se rendre en Espagne dans le groupe international des milices du POUM. Les débuts de la révolution espagnole, les journées de Mai de Barcelone et la répression conduite par les staliniens vont le marquer à jamais. Ses analyses ultérieures en sont la conséquence directe. Témoins ses articles et comptes rendus sur l'Espagne. Orwell fustige la presse "bourgeoise" qui se fait l'écho de la propagande communiste. Il perçoit en 1937 ce qu'il adviendra de l'Europe centrale après la guerre : « il y aura donc un fascisme soutenu par les communistes - un fascisme dont ils seront même, si nous sommes alliés à l'U.R.S.S. les principaux artisans ».

George Orwell attache aussi une importance particulière à la littérature sociale, comme le montre sa magistrale étude sur Charles Dickens. Les analyses qu'il développe et le portrait qu'il dresse de Dickens ne sont pas sans rapports avec l'itinéraire intellectuel de George Orwell : "c'est un homme qui se bat au grand jour, sans peur, le visage animé d'une colère généreuse - en d'autres termes celui d'un libéral du XIX^{ème} siècle, une intelligence libre, un type d'individu également exécré par toutes les petites orthodoxies malodorantes qui se disputent aujourd'hui le contrôle de nos esprits." Ce texte est à mettre en parallèle

avec sa confession d'écrivain, qui ouvre le volume ("Pourquoi j'écris" 1946) : "Le désir de voir les choses telles qu'elles sont, de découvrir la vérité des faits et de la consigner à l'usage des générations futures. [...] Tout ce que j'ai écrit d'important depuis 1936, chaque mot, chaque ligne, a été écrite, directement ou indirectement contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique tel que je le conçois. [...] j'écris ce livre parce qu'il y a un mensonge que je veux dénoncer, un fait sur lequel je veux attirer l'attention, et mon souci de me faire entendre."

Au regard de l'œuvre de George Orwell, on ne peut que s'associer à ce qu'écrivait Arthur Koestler à la mort de George Orwell, le 21 janvier 1950 à Londres, ("La Carrière d'un révolté" dans *L'Ombre du Dinosauré*, Paris, Calmann-Lévy, 1956, pp. 127-131) : "La grandeur, la tragédie d'Orwell, ce fut son refus total de compromission [...]. Il fut le seul écrivain de génie parmi les littérateurs de la révolte sociale de l'entre deux guerres [...]. C'est cette foi bizarre [dans la liberté] qui guida la marche du révolté et le rendit, sans qu'il le sût si digne d'être aimé."

S. B.

P.S. : Les œuvres de George Orwell sont disponibles aux éditions Ivrea (1, place Paul Painlevé 75005 Paris) : *Le Quai de Wigan*, 80 fr ; *Et Vive l'Aspidochelone*, 90 fr ; *Hommage à la Catalogne*, 80 fr ; *Un Peu d'air frais*, 90 fr ; *Une Histoire Birmane*, 90 fr ; *Dans la dèche à Paris et à Londres*, 100 fr ; *La Ferme des animaux*, 60 fr ; *Chroniques du temps de guerre 1941-43*, 100 fr.

Les quatre volumes des *Essais, Articles et Lettres* : I (1920-1940) ; II (1940-1943) à paraître au printemps 1996 ; III (1943-1945) automne 1996 ; IV (1945-1950) printemps 1997, peuvent être commandés séparément pour 250 francs port compris ou en souscription pour les quatre volumes pour 750 francs.

Le troisième point concerne les réserves d'armes accumulées, a-t-on prétendu, par le POUM à Barcelone.

On a tellement répandu ce conte que même un observateur tel que H. N. Brailsford, rempli de sens critique en général, l'accepte sans contrôler, et parle de "tanks et des pièces d'artillerie" que le POUM aurait "volés dans les arsenaux du gouvernement". (*New Statesman*, 22 mai). En réalité, le POUM possédait regrettamment peu d'armes, aussi bien sur le front qu'à l'arrière. Au cours des combats de rue, je me suis rendu aux trois principales forteresses du POUM, le siège de son comité exécutif, celui du Comité local, et l'hôtel Falcon. Il vaut d'énumérer avec quelques détails les armements que contenaient ces bâtiments. Il y avait en tout à peu près 80 fusils dont quelques-uns défectueux, outre

quelques vieilles armes de différents modèles, toutes hors d'usage faute de projectiles appropriés. Comme munitions : 50 cartouches à peu près par fusil ; pas de mitrailleuses ; pas de pistolets ni de balles ; quelques caisses de grenades à main, et encore nous avaient-elles été envoyées par la CNT après que le combat eût été engagé. Un éminent officier des milices qui m'en a parlé par la suite pensait qu'à Barcelone le POUM possédait en tout et pour tout environ 150 fusils et une seule mitrailleuse. C'était donc, comme on le voit, tout juste suffisant pour armer les gardes que, à cette époque, tous les partis sans exception, PSUC, POUM, CNT-FAI, plaçaient dans leurs locaux, les plus importants. Peut-être arguera-t-on que, même pendant les journées de Mai, le POUM a continué à cacher ses armes.

Mais, alors que devient la théorie des troubles de Mai, insurrection menée par le POUM pour le renversement du gouvernement ?

En réalité, le pire coupable, et de beaucoup, au sujet des armes retenues loin du front, c'est le gouvernement lui-même. L'infanterie sur le front d'Aragon était bien plus mal armée qu'en Angleterre un collège d'"OTC". Par contre, les troupes de l'arrière, gardes civils, gardes d'assaut, carabiniers, qui n'étaient pas destinées à être envoyées sur le front, mais à "maintenir l'ordre" (en réalité : intimider les travailleurs) à l'arrière, étaient armés, eux, jusqu'aux dents. Les troubles sur le front d'Aragon avaient des fusils Mauser fatigués qui s'enrayaient ordinairement au bout de cinq coups, une mitrailleuse pour environ 50 hommes, et un pistolet ou un revolver



Pause-repas pendant le siège de Huesca en 1937. Orwell est le deuxième à partir de la droite.

pour environ 30 hommes. Et ces armes, si nécessairement dans les tranchées de ligne de feu, n'étaient pas distribuées par le gouvernement, mais ne pouvaient être achetées qu'illégalement et avec la plus grande difficulté. Les gardes d'assaut, eux, étaient armés de fusils russes tout flamboyants neufs ; en outre, chaque groupe de dix ou douze hommes avait sa mitrailleuse. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Un gouvernement qui envoie des garçons de quinze ans sur le front de vieux fusils de quarante ans, et garde ses hommes les plus forts et ses armes les plus modernes à l'arrière, est manifestement plus effrayé, par la révolution que par les fascistes. Là est l'explication de la faiblesse de la politique de guerre des derniers six mois, et du compromis par lequel presque certainement se terminera la guerre.

Quand le POUM, l'opposition de gauche (les prétendus trotskystes), héritier du communisme espagnol, fut supprimé les 16 et 17 juin, le fait en même ne surprit personne. Depuis Mai déjà, et même depuis février, il était évident que le POUM serait "liquidé" si les communistes arrivaient à leurs fins. Pourtant la soudaineté de la suppression, et le mélange de perfidie et de brutalité avec lequel l'action fut menée, prit chacun, et les leaders eux-mêmes, au dépourvu.

Officiellement, le parti fut supprimé en faisant peser sur les chefs du POUM l'accusation, qui avait été répétée des mois durant dans la presse communiste sans avoir été prise au sérieux par personne en Espagne, d'être payés par les fascistes.

Le 16 Juin, Andrés Nin le leader du parti, fut arrêté dans son bureau. La même nuit, sans déclaration préalable, la police fit irruption dans l'hôtel Falcon, sorte de pension de famille organisée par le POUM et fréquentée principalement par les miliciens en permission, et arrêta tous ceux qui étaient là, sans les accusés de rien en particulier. Le lendemain matin, le POUM

fut déclarée illégal, et tous ses locaux, non seulement les bureaux, bibliothèques, etc... mais même les librairies et les sanatoria pour les blessés furent saisis par la police. En peu de jours, des quarante membres que comptait le Comité exécutif, tous furent arrêtés. Un ou deux d'entre eux, qui avaient réussi à se cacher furent amenés à se livrer parce que moyen emprunté aux fascistes, on prit leur femme comme otage. Nin fut transféré à Valence, et de là, à Madrid, et fut accusé d'avoir vendu des informations militaires à l'ennemi. Inutile de dire que les "aveux" habituels, les lettres mystérieuses écrites à l'encre sympathique, et autres "preuves", étaient prêtes à sortir en telle abondance que, raisonnablement, on ne pouvait les tenir que pour préparées à l'avance.

Dès le 19 Juin, la nouvelle parvint à Barcelone, par Valence, que Nin aurait été fusillé. Nous espérions que ce bruit était faux, mais il est à peine nécessaire de souligner l'obligation pour le gouvernement de Valence de fusiller un certain nombre, une douzaine peut-être de leader du POUM s'il veut que les accusations soient prises au sérieux. Pendant ce temps, la base du parti, pas seulement les membres mais aussi les soldats appartenant aux miliciens du POUM et les sympathisants et les soutiens de toutes sortes, étaient jetés en prison aussitôt que la police pouvait mettre la main sur eux. Peut-être serait-il impossible de dresser une statistique exacte, mais il y a tout lieu de penser que, durant la première semaine il y eut plus de quatre cents arrestations, rien qu'à Barcelone. On sait, à n'en pouvoir douter, que les prisons étaient si remplies qu'un grand nombre de prisonniers avaient dû être enfermés dans des boutiques et autres dépôts provisoires. De toutes mes recherches il ressort pour ces arrestations n'a été faite entre ceux qui avaient pris part. Bien plus, la proscription du POUM eut une validité rétroactive. Du fait que le POUM

venait d'être mis dans l'illégalité, tous ceux qui, à moment quelconque, y avaient appartenu furent considérés comme ayant enfreint la loi. La police alla même jusqu'à arrêter les blessés dans les sanatoria. Parmi les détenus de l'une des prisons j'ai vu, par exemple, deux hommes de ma connaissance, amputés de la jambe ; et aussi un enfant qui n'avait pas plus de douze ans.

Et, il faut songer aussi à ce que signifie pratiquement l'emprisonnement en Espagne en ce moment. Sans parler du surpeuplement des geôles provisoires, des conditions insalubres, du manque de lumière et d'air et de la nourriture immonde, il y a l'absence totale de quoique ce soit qui ressemblerait à de la légalité. Rien de plus légitime, par exemple, que l'habeas corpus ; eh bien, selon la loi actuellement en vigueur en Espagne, ou, tout cas, selon son application actuelle, vous pouvez être emprisonné pour un temps indéfini, non seulement sans jugement mais même sans mise en accusation. Et tant que vous n'êtes pas accusé les autorités peuvent s'il leur plaît, vous garder "incommunicado" – c'est à dire que vous n'avez pas le droit de communiquer même avec un avocat ni personne d'autre étranger à la prison. Il est facile de se rendre compte de ce que valent, obtenus dans de telles conditions, les "aveux". La situation est pire encore pour les plus pauvres des prisonniers du fait que le Secours Rouge du POUM, qui habituellement pourvoyait les emprisonnés d'un conseil, a été supprimé en même temps que les autres organisations du POUM.

Mais, le trait le plus odieux peut-être de toute l'affaire, c'est d'avoir empêché délibérément que toute information sur ces événements parviennent aux troupes du front d'Aragon pendant cinq jours au moins sans contredit, et plus, je crois. J'étais justement sur le front du 15 au 20 Juin. j'ai eu à me rendre à une ambulance et ce faisant, j'ai traversé plusieurs villes en seconde ligne, Sietamo, Barbastro, Monzon, etc... En tous ces endroits les quartiers généraux des milices du POUM, leurs comités de Secours Rouge et autres organisations fonctionnaient normalement ; aussi loin que Lerida (à 100 kilomètres de Barcelone) et jusqu'au 20 Juin absolument personne n'avait appris que le POUM avait été supprimé ; on en disait pas un mot, tandis qu'au même moment dans ceux de Valence (qui n'allaient pas sur le front d'Aragon) flamboyait le récit de la "trahison" de Nin.

Avec un certain nombre de camarades j'ai connu l'expérience amère d'un retour à Barcelone, pour y trouver que le POUM avait été supprimé en mon absence. Par bonheur, j'ai été prévenu juste à temps

pour avoir pu filer, mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Tout milicien du POUM qui descendait du front à cette époque là avait le choix entre se cacher immédiatement où être immédiatement jeté en prison. Une réception vraiment agréable après trois ou quatre mois de front en première ligne. La raison de cela était évidente : l'offensive sur Huesca venait de commencer, et le gouvernement craignait probablement que si les miliciens du POUM venaient à apprendre ce qui se passait, ils refusassent de marcher. Personnellement, je ne crois pas que la fidélité des miliciens eût été ébranlée. Mais, en tout cas, ils avaient droit à connaître la vérité. Il y a eu quelque chose d'inexprimablement odieux dans ce fait d'envoyer des hommes au combat (quant j'ai quitté Sietamola lutte était engagée et déjà les premiers blessés, acheminés vers les ambulances, étaient cahotés sur les abominables routes) en leur cachant qu'au même moment, derrière leur dos, leur parti était supprimé, leurs chefs dénoncés comme des traîtres, et leurs amis et parents jetés en prison.

Le POUM était de beaucoup le plus faible numériquement des partis révolutionnaires, et sa suppression ne touche relativement que peu de personnes. Selon toute apparence, il n'y aura en tout qu'une vingtaine de fusillés ou condamnés à de longues peines de prison, quelques centaines d'existences ravagées, et quelques milliers de persécutés passagèrement. Néanmoins, sa suppression est, en tant que symptôme, de grande importance. D'abord elle rend clair pour l'étranger ce qui éclatait déjà aux yeux de quelques observateurs en Espagne : que le gouvernement actuel a plus de points de ressemblance que de différence avec le fascisme. (Ce qui ne signifie nullement qu'il ne vaille pas la peine de lutter contre le fascisme plus ouvert de Franco et d'Hitler. J'avais, quant à moi saisi dès le mois de Mai la tendance fasciste du gouvernement, mais je n'en étais pas moins volontaire pour retourner sur le front et j'y suis retourné.)

En second lieu, l'élimination du POUM est un signe avant-coureur de l'attaque imminente contre les anarchistes. Ce sont eux, les ennemis que les communistes craignaient réellement et bien plus qu'ils n'ont jamais craint le POUM, numériquement insignifiant. Les leaders anarchistes ont maintenant une démonstration des méthodes qu'on emploierait tout aussi bien à leur égard : le seul espoir qui reste en ce qui concerne la révolution, et probablement aussi la victoire dans la guerre, c'est que la leçon leur serve et qu'ils soient décidés et prêts à se défendre avant qu'il ne soit trop tard.

George ORWELL

COLLOQUE SUR LES CAMPS

Les 15, 16 et 17 juin s'est tenu à Paris un colloque international sur **Les camps de concentration : un phénomène du XXe siècle**. Pour la première fois, des chercheurs, des universitaires et des témoins se sont réunis pour aborder le phénomène des camps dans toute sa complexité et, surtout, pour tenter de l'analyser au travers des deux ensembles les plus développés : le système des camps nazis et celui de la Russie soviétique.

Le colloque a été ouvert par les remarquables réflexions de Madame Simone Veil qui s'est interrogé sur l'origine des camps devenus phénomène de masse au cours de notre siècle. Dans cette perspective, il lui a semblé qu'une réflexion devait être menée sur le rôle que les guerres coloniales ont pu jouer dans l'introduction de système d'enfermement destiné alors à asservir des êtres considérés comme "inférieurs". Dans son esprit, il ne s'agit pas de confondre tous les systèmes concentrationnaires mais de les comparer pour mieux comprendre les caractères spécifiques de chacun. Rappelant que les anciens déportés du système nazi sont "en pays de connaissance" lorsqu'ils entendent leurs camarades de la Kolyma parler de leur expérience, Simone Veil rappela que s'il existe au Goulag une "volonté d'exploitation jusqu'à l'extermination", on ne retrouve pas cette volonté d'exploitation au cœur du système nazi. Elle s'est interrogé sur les raisons qui poussent un État à organiser des camps. C'est l'une des questions qu'il faut, selon elle, aujourd'hui aborder. En rappelant que les camps ne recouvrent pas la totalité du processus d'extermination (des massacres, comme celui de Babi Yar en Ukraine en 1941, se déroulent sans enfermement), Simone Veil constatait que "l'extermination vient d'une volonté d'État qui n'est pas neuve".

L'intervention d'Annette Wierwoka, auteur du remarquable livre *Déportation et génocide* (Pluriel, 1995), fait écho aux interrogations de Simone Veil. Elle reprend l'histoire des camps créés par les Anglais lors de la guerre des Bœrs pour montrer qu'à partir de là, le secret devint constitutif des camps. Elle a rendu un hommage mérité à David Rousset – absent pour raisons de santé – et aux travaux de la Commission internationale sur le régime concentrationnaire qu'il créa à la suite de sa dénonciation des camps soviétiques en 1949. Le quotidien *Libération* du 14 juin a publié l'essentiel de sa communication. On ne peut citer ici tous les intervenants mais il faut mentionner ceux qui étaient présents à double titre : en tant qu'ancien déporté et d'analyste du système concentrationnaire tel l'Autrichien Herman Langbein qui fit une description du système nazi.

Une partie du colloque fut consacré à l'étude de la découverte des camps nazis par les populations occidentales au travers de la photographie et des actualités cinématographiques. Les camps d'internement pendant la guerre d'Algérie furent analysés par Benjamin Stora, les camps de rééducation du Nord-Viet-Nam par Christian Le Chervy, le Goulag Khmers rouge par Henri Locard. Malheureusement des défections ont eu lieu, notamment celle du président de l'association russe *Mémorial*, Arsenij Roguinski. Il faut donc souhaiter que les actes intégraux de ce colloque soient rapidement mis à la disposition du public.

Une remarque encore : la structure même de ce colloque est instructive pour l'historien. En effet, le plus grand nombre d'interventions touchait au système concentrationnaire nazi et le système soviétique fut surtout abordé par le biais des représentations littéraires (Michel Heller : Littérature et prise de conscience) ou de la répression contre les milieux littéraires (Lev Razgon : Répression politique et activité littéraire), histoire relativement bien connue, ou encore par les tentatives de quantification des victimes (Stephan Merl : Le système du travail forcé et le nombre des victimes dans la période stalinienne). Ce déséquilibre est révélateur du retard qu'ont à combler les historiens pour arriver à une phénoménologie comparable à celle existante sur les camps nazis. heureusement, les communications de Maria Ferretti (Le procès de recomposition de la mémoire historique en Union soviétique, 1985-1991) et de Nicolas Werth (L'amnistie du 27 mars 1953 en U.R.S.S.) laissent augurer d'une prochaine remise à niveau de l'historiographie et de la sociologie des camps soviétiques. Quoi qu'il en soit, il faut constater que l'idée de comparer les systèmes d'enfermement, d'internement, de concentration et de mort, ne soulève plus autant de réticence car il est clair que nul ne songe à "aplatir" un système sur l'autre. Mais, comme le fait remarquer Tzvetan Todorov dans son essai *Les Abus de la mémoire* (Arléa, 1995) la proclamation de l'*unicité* d'un phénomène n'a aucun sens si celui-ci n'est comparé à rien d'autre... Les cordiales relations d'un ancien du Goulag tel Jacques Rossi et d'un ancien résistant déporté tel José Bellec, sont à ce titre significatives : il existe une internationale de la Déportation, déportés de l'un ou l'autre camp se reconnaissent comme frères.

Jean-Louis Panné